



Bulletin Veille Europe n°87 Mai 2019

Sommaire

Institutions de l'UE.....	3
Conseil européen / Déclaration de Sibiu	3
Conseil de l'Union européenne / Adoption des règlements sur l'interopérabilité des données	3
Parlement européen / Résultats des élections européennes	4
Commission européenne / Fiche informations sur la politique migratoire en amont du Sommet de Sibiu	4
Commission européenne / Lancement de la première opération conjointe en dehors de l'UE du Corps européen de garde-frontières et de garde-côtes	4
Agences et organes de l'UE.....	5
EASO / Nouveau rapport à destination des professionnels judiciaires sur la rétention des demandeurs d'asile dans le cadre du régime d'asile européen commun	5
FRA / Rapport trimestrielle sur les enjeux de droits fondamentaux et la migration	5
FRA / Rapport sur les difficultés rencontrées par les organisations de la société civile actives dans le domaine des droits de l'Homme dans l'UE	5
Institutions européennes.....	5
Conseil de l'Europe / La Commissaire aux droits de l'Homme exhorte le Parlement allemand à renforcer les garanties des droits de l'Homme dans son projet de loi visant à améliorer la mise en œuvre des expulsions de migrants	5
GRETA / Rapport d'activité 2018.....	6
Organisations des Nations unies.....	6
UNHCR / Mettre fin à l'apatridie dans le sud-est de l'Europe	6
UNHCR / Rapport mensuel Europe - Avril 2019	6
UNHCR / Enfants réfugiés et migrants en Europe - 2018.....	6
UNHCR / Arrivées de réfugiés et de migrants en Europe en 2019	7
UNHCR / La majorité des exilés vénézuéliens sont éligibles au statut de réfugiés	7
UNHCR / Préoccupations sur la situation sécuritaire en Libye.....	7
UNHCR / Bangladesh : 270 000 réfugiés apatrides du Myanmar vont obtenir une carte d'identité	8
UNHCR / Commentaires sur la proposition de règlement Procédures de la Commission européenne	8
OIM / 132 Yezidis d'Irak sont réinstallés en France.....	8
Organisations de la société civile.....	8
Internal displacement monitoring centre / Nouveau record du nombre de personnes en déplacement forcés au sein de leur pays	8
Safe Passage / Rapport sur les obstacles au regroupement familial dans le cadre du Règlement Dublin... ..	9
Danish Refugee Council / Rapport sur les implications d'un rapprochement des procédures d'asile et de retour.....	9
Blog Droit Européen / Plaidoiries des parties dans les recours introduits par la Commission européenne à l'égard de la Pologne, la Hongrie, et la République tchèque concernant le mécanisme temporaire de relocalisation des demandeurs d'asile	9
ARCI / Rapport et vidéo sur les politiques d'externalisation.....	9

Focus nationaux	10
Suisse / Appel par rapport à la situation des demandeurs d'asile érythréens en Suisse	10
France / Appel de la CNCDH pour un nouveau plan national de lutte contre la traite des êtres humains ...	10

Institutions de l'UE

Conseil européen / Déclaration de Sibiu

Le 9 mai, le Conseil européen réuni à Sibiu a adopté la Déclaration de Sibiu qui établit les perspectives communes de l'Union européenne en amont des élections européennes et de la prochaine Commission européenne. Par cette déclaration, les chefs d'Etats des Etats membres de l'Union européenne ont réaffirmé leur conviction de la force de l'unité dans un monde plus instable et complexe, de renforcer l'Union afin d'assurer un avenir meilleur, à travers 10 engagements :

- La défense d'une seule Europe et de l'intérêt collectif face aux divisions ;
- La défense de l'unité envers et contre tout dans un esprit de solidarité ;
- La recherche de solutions communes dans un esprit d'entente et de respect ;
- La protection du mode de vie européen, de la démocratie, et de l'Etat de droit ;
- L'obtention de résultats là où cela compte le plus ;
- Le respect du principe d'équité dans tous les domaines sociaux et économiques ;
- Se donner les moyens des ambitions ;
- La préservation de l'avenir pour les prochaines générations d'Européens ;
- La protection des citoyens ;
- L'Europe sera un acteur de premier plan responsable sur la scène mondiale.

Donald Tusk a également convié les chefs d'Etat à une réunion le 28 mai suite aux résultats des élections européennes, afin d'échanger sur les principes et les méthodes de nominations de la prochaine Commission européenne.

Pour en savoir plus

Déclaration de Sibiu : https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/05/09/the-sibiu-declaration/?utm_source=dsms-auto&utm_medium=email&utm_campaign=La+d%c3%a9claration+de+Sibiu

Analyse des résultats de la réunion du 28 mai :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2019/631750/EPRS_ATA\(2019\)631750_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2019/631750/EPRS_ATA(2019)631750_EN.pdf)

Conseil de l'Union européenne / Adoption des règlements sur l'interopérabilité des données

Le Conseil de l'UE a adopté le 14 mai deux règlements établissant un cadre pour l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. L'échange plus facile d'informations améliorera la sécurité dans l'UE, permettra des contrôles plus efficaces aux frontières extérieures, améliorera la détection des identités multiples et contribuera à prévenir et à combattre l'immigration illégale.

Les éléments d'interopérabilité mis en place par les règlements sont les suivants:

- Un portail de recherche européen permettant aux autorités compétentes d'effectuer des recherches en parallèle dans de multiples systèmes d'information, en utilisant les données tant biographiques que biométriques;
- Un service partagé de mise en correspondance de données biométriques permettant de rechercher et de comparer des données biométriques (empreintes digitales et images faciales) issues de plusieurs systèmes;
- Un répertoire commun de données d'identité, qui contiendrait les données biographiques et biométriques des ressortissants de pays tiers disponibles dans plusieurs systèmes d'information de l'UE;

- Un détecteur d'identités multiples chargé de vérifier si les données d'identité biographiques issues de la recherche existent dans d'autres systèmes couverts, afin de permettre de détecter les identités multiples liées au même ensemble de données biométriques.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/05/14/interoperability-between-eu-information-systems-council-adopts-regulations/>

Parlement européen / Résultats des élections européennes

Le Parlement européen a mis en ligne les résultats des élections européennes, et propose différents outils d'analyse des résultats par Etat membre et par groupe politique européen.

Pour plus d'informations

Site : <https://resultats-elections.eu/>

Commission européenne / Fiche informations sur la politique migratoire en amont du Sommet de Sibiu

En amont du Sommet de Sibiu, la Commission européenne a publié une fiche d'informations sur la politique migratoire européenne. 30 initiatives législatives ont été présentées par la Commission, 14 textes ont été adoptés et 16 sont encore en cours de négociations.

Pour plus d'informations

Fiche : <https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/euco-sibiu-migration.pdf>

Commission européenne / Lancement de la première opération conjointe en dehors de l'UE du Corps européen de garde-frontières et de garde-côtes

Le 21 mai, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, en coopération avec les autorités albanaises, lance la toute première opération conjointe sur le territoire d'un pays tiers voisin. À partir du 22 mai, des équipes de l'agence seront déployées conjointement avec des gardes-frontières albanais à la frontière entre la Grèce et l'Albanie afin de renforcer la gestion des frontières et d'améliorer la sécurité aux frontières extérieures de l'UE, en plein accord avec tous les pays concernés. Cette opération marque une nouvelle phase dans la coopération frontalière entre l'UE et les partenaires des Balkans occidentaux et constitue une nouvelle étape vers le fonctionnement à pleine capacité de l'agence.

Au début de l'opération, l'Agence déploiera 50 agents, 16 voitures de patrouille et 1 camionnette équipée d'un appareil de vision thermique, provenant de 12 États membres de l'UE (Autriche, Croatie, Tchéquie, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Lettonie, Pays-Bas, Roumanie, Pologne et Slovénie), afin d'aider l'Albanie en matière de contrôle aux frontières et de lutte contre la criminalité transfrontalière.

Une coopération renforcée entre les pays tiers prioritaires et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes contribuera à l'amélioration de la gestion de la migration irrégulière, renforcera la sécurité aux frontières extérieures de l'UE et consolidera la capacité de l'agence à agir dans le voisinage immédiat de l'UE, tout en rapprochant de l'UE les pays voisins concernés.

Pour plus d'informations

Communiqué : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-19-2591_fr.htm

Agences et organes de l'UE

EASO / Nouveau rapport à destination des professionnels judiciaires sur la rétention des demandeurs d'asile dans le cadre du régime d'asile européen commun

Ce nouveau rapport est développé par des juges pour les juges et fournit aux tribunaux un état des lieux du cadre juridique européen relatif à la protection internationale. Ce nouveau chapitre se focalise sur la rétention des demandeurs d'asile dans le cadre du régime d'asile européen commun. Il analyse le cadre légal lié à la rétention et traite d'enjeux majeurs tels que la définition de la rétention, d'un demandeur d'asile, les motifs de placement en rétention, la durée, les conditions, les mesures alternatives, et les garanties procédurales.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/new-professional-development-series-chapter-detention-applicants-international>

FRA / Rapport trimestrielle sur les enjeux de droits fondamentaux et la migration

L'Agence de l'UE pour les droits fondamentaux publie tous les trimestres un état des lieux des enjeux de défense des droits fondamentaux dans le cadre de la politique migratoire européenne, incluant plusieurs volets : la situation aux frontières, les procédures d'asile, l'accueil, les mineurs, la rétention, le retour, les politiques publiques.

Pour plus d'informations

Rapport : https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2019-migration-bulletin-2_en.pdf

FRA / Rapport sur les difficultés rencontrées par les organisations de la société civile actives dans le domaine des droits de l'Homme dans l'UE

Au sein de l'Union européenne, les OSC jouent un rôle crucial dans la promotion des droits fondamentaux, mais il leur est désormais plus difficile d'assumer ce rôle en raison de restrictions d'ordre à la fois juridique et pratique. Le rapport de la l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) se penche par conséquent sur les différents types de difficultés rencontrées par les OSC actives dans le domaine des droits de l'homme au sein de l'Union européenne.

Pour plus d'informations

Rapport : https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2018-challenges-facing-civil-society-summary_fr.pdf

Institutions européennes

Conseil de l'Europe / La Commissaire aux droits de l'Homme exhorte le Parlement allemand à renforcer les garanties des droits de l'Homme dans son projet de loi visant à améliorer la mise en œuvre des expulsions de migrants

Le 16 mai, la Commission a publié une lettre à la présidente de la Commission de l'intérieur et du territoire du Parlement allemand, Mme Andrea Lindholz, dans laquelle elle fait part de ses inquiétudes concernant certains aspects du projet de loi visant à faciliter l'éloignement des personnes obligées de quitter le pays (« Geordnete-Rückkehr-Gesetz »). La Commissaire est préoccupée par une des mesures proposées consistant à classer comme « secret d'État » les dispositions pratiques conduisant à une expulsion, ce qui pourrait exposer les

membres de la société civile et d'ONG à des poursuites pour complicité ou tentative de divulgation d'informations confidentielles.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.coe.int/en/web/commissioner/view/-/asset_publisher/ugj3i6qSEkhZ/content/commissioner-urges-german-parliament-to-increase-the-human-rights-safeguards-of-the-bill-for-improving-the-implementation-of-expulsion-of-migrants?_101_INSTANCE_ugj3i6qSEkhZ_languageId=fr_FR

GRETA / Rapport d'activité 2018

Le groupe d'experts de l'action contre le trafic d'êtres humains publie son rapport d'activité 2018. Dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention du Conseil de l'Europe sur l'action contre le traite d'êtres humains, le travail de suivi du GRETA montre que des lacunes importantes sur la protection des droits des victimes de traite persistent, et en particulier la disponibilité des dispositifs de soutien adaptés aux besoins des victimes.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://rm.coe.int/8th-/168094b073>

Organisations des Nations unies

UNHCR / Mettre fin à l'apatridie dans le sud-est de l'Europe

Le HCR publie un rapport sur l'apatridie dans le sud-est de l'Europe, où il évalue que 5 000 personnes sont apatrides ou exposées au risque d'apatridie. Le rapport se concentre sur la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro, le Kosovo, l'Albanie, et la République d'ex-Yougoslavie de Macédoine. Selon le HCR, plus de 500 000 personnes sont apatrides en Europe.

Pour plus d'informations

Rapport : https://data2.unhcr.org/en/documents/download/68577?mc_cid=1a074e896b&mc_eid=c2dfcb2b36

UNHCR / Rapport mensuel Europe - Avril 2019

Le rapport mensuel fournit les données et les développements clés sur l'asile en Europe. Selon le HCR, 20 600 sont arrivés en Europe depuis le début de l'année, et 400 seraient morts ou disparus.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/69494>

UNHCR / Enfants réfugiés et migrants en Europe - 2018

Le HCR, l'UNICEF et l'OIM publie ce rapport sur les enfants réfugiés et migrants en Europe incluant des données clés et un exposé des problématiques de prises en charge dans plusieurs pays européens. En 2018, 30 000 enfants sont arrivés en Grèce, en Italie, en Bulgarie et en Espagne, soit une baisse de 9% par rapport à 2017. 442% étaient non accompagnés et séparés. 14 600 enfants réfugiés ont été réinstallés, en majorité au Royaume-Uni, en France et en Suède. 70% des mineurs qui étaient recherche une protection internationale en Europe ont été enregistrés dans 3 Etats : l'Allemagne, la France et la Grèce.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/69499>

UNHCR / Arrivées de réfugiés et de migrants en Europe en 2019

Cette note du HCR fournit les données des arrivées de réfugiés et de migrants en Europe de janvier à mars 2019. Le rapport désagrège les données par pays d'origine et par pays d'arrivées.

Pour plus d'informations

Note : <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/69500>

UNHCR / La majorité des exilés vénézuéliens sont éligibles au statut de réfugiés

Selon le HCR, la plupart des Vénézuéliens qui fuient la crise politique et économique dans leur pays doivent bénéficier de la protection internationale accordée aux réfugiés. Le HCR exhorte en conséquence les pays qui accueillent des Vénézuéliens à ne pas les expulser ou les renvoyer de force dans leur pays. Quelques 3,7 millions de personnes ont fui le Venezuela depuis 2015, selon les derniers chiffres de l'agence onusienne. La plupart ont trouvé refuge en Colombie, au Pérou et en Equateur, trois pays frontaliers. Le Chili, l'Argentine ou le Brésil leur ont aussi ouvert leurs portes.

À la fin de 2018, environ 460.000 Vénézuéliens avaient officiellement demandé l'asile, la majorité l'avaient fait dans les pays voisins d'Amérique latine. Cette nouvelle directive reconnaît que le nombre de personnes qui quittent le Venezuela pose des problèmes complexes et qu'il peut s'avérer irréaliste de déterminer individuellement le statut de réfugié, raison pour laquelle la reconnaissance par groupe est recommandée.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2019/05/1043911>

UNHCR / Préoccupations sur la situation sécuritaire en Libye

Le HCR reste préoccupé par la situation sécuritaire à Tripoli, où des affrontements et des frappes aériennes ont lieu dans la ville et ses environs. Ces derniers jours, des frappes aériennes et des tirs d'artillerie sont survenus à An Zara, Tajoura et près de l'aéroport international de Tripoli. Les besoins humanitaires augmentent car la nourriture et les médicaments sont limités et les déplacements à l'intérieur de la ville sont difficiles. Le HCR continue d'évaluer les besoins des personnes déplacées et distribue des couvertures, des matelas et d'autres articles de première nécessité.

Le HCR est vivement préoccupé par la sécurité de près de 3300 réfugiés et migrants détenus dans des centres de détention. Dans plusieurs centres de détention, en particulier à l'ouest de la ville, les réfugiés et les migrants ont un besoin urgent de soins médicaux. La nourriture est rare car les entreprises de restauration ont des difficultés pour accéder aux centres de détention. Les installations d'eau et d'assainissement sont en mauvais état.

Les bateaux des ONG ont joué un rôle vital pour sauver des vies humaines en mer, et nous exhortons les États à lever les restrictions juridiques et logistiques à leurs opérations. Nous appelons également les États à offrir des voies d'accès sûres et légales aux systèmes d'asile afin d'éviter que des réfugiés et des migrants n'aient à recourir à la traversée en bateau.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/5/5cdaefb3a/commentaires-charlie-yaxley-porte-parole-hcr-point-presse-palais-matin.html>

Communiqué : https://news.un.org/fr/story/2019/05/1043431?utm_source=UN+News+-+French&

UNHCR / Bangladesh : 270 000 réfugiés apatrides du Myanmar vont obtenir une carte d'identité

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Gouvernement du Bangladesh ont lancé une campagne d'enregistrement des réfugiés Rohingyas, à raison de 4 000 par jour, en indiquant le Myanmar comme pays d'origine. Selon l'agence onusienne, plus de 250 000 réfugiés ont déjà été enregistrés dans le cadre de cette campagne dont l'objectif principal est de contribuer à garantir le droit des réfugiés de rentrer volontairement au Myanmar. Il y a plus de 900 000 réfugiés Rohingyas dans les camps du sud-est du Bangladesh. Sur ce nombre, environ 741 000 ont fui la violence au Myanmar depuis août 2017.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2019/05/1043781>

UNHCR / Commentaires sur la proposition de règlement Procédures de la Commission européenne

En Avril 2019, le HCR a publié ses commentaires sur la proposition de la Commission européenne relative aux procédures de demande de protection internationale. L'agence onusienne salue l'objectif d'harmoniser les standards de protection et les procédures, cependant cet objectif ne doit pas passer à un abaissement des garanties procédurales et des droits des demandeurs d'asile.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.refworld.org/docid/5cb597a27.html>

OIM / 132 Yezidis d'Irak sont réinstallés en France

32 membres de la communauté yézidie ont quitté l'aéroport international d'Erbil pour Toulouse, en France. Cet effort de réinstallation de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a lieu dans le cadre du Programme d'admission humanitaire lancé par le Président Emmanuel Macron. Ce dernier suit cette ligne politique avec le soutien de Nadia Murad, lauréate du prix Nobel de la paix 2018, qui défend les femmes yézidies vulnérables à travers le monde. Les 28 familles yézidies seront réinstallées en France cinq ans après l'invasion de l'Organisation Etat islamique en Iraq et au Levant (aussi connu sous le nom de EIIL) à Sinjar, bastion de la communauté yézidie d'Iraq.

Pour plus d'informations

Communiquée : <https://www.iom.int/fr/news/loim-aide-plus-de-130-yezidis-iraq-se-reinstaller-en-france>

Organisations de la société civile

Internal displacement monitoring centre / Nouveau record du nombre de personnes en déplacement forcés au sein de leur pays

Un nouveau record de 41,3 millions de personnes en situation de déplacement forcé au sein de leur pays à cause des conflits et de violence a été atteint, selon le rapport d'IDMC et le Norwegian Refugee Council. Le rapport relève une augmentation d'un million de personne par rapport à 2017. Les conflits en RDC, en Syrie et les tensions intercommunautaires en Ethiopie, au Cameroun, et au Nigéria ont déplacé plus de 10,8 millions de personnes. Les événements climatiques sont responsables du déplacement de 17,2 millions de personnes en 2018.

Pour plus d'informations

Communiqué et rapport : <http://www.internal-displacement.org/media-centres/more-people-displaced-inside-their-own-countries-than-ever-before>

Safe Passage / Rapport sur les obstacles au regroupement familial dans le cadre du Règlement Dublin

Safe Passage et l'ONG grecque PRAKSIS publient un nouveau rapport dans lequel ils identifient les obstacles à la réunification familiale des mineurs non accompagnés demandeurs d'asile. Ces derniers sont ainsi exposés à des dommages physiques et mentaux importants à cause de la longue séparation de leur famille. Le rapport se base sur l'expérience de 80 enfants arrivés en Grèce et qui ont demandé une réunification familiale entre décembre 2015 et novembre 2017.

Pour plus d'informations

Rapport : http://safepassage.org.uk/press_posts/child-refugees-in-limbo-for-16-months-waiting-to-reunite-with-family-members/

Danish Refugee Council / Rapport sur les implications d'un rapprochement des procédures d'asile et de retour

L'ONG DRC publie un rapport sur les risques d'un rapprochement entre les procédures d'asile et de retour sur la base des expériences développées dans les hotspot mise en œuvre depuis plusieurs années par l'Union européenne. Le rapport conclut sur une série de recommandations relatives à l'enregistrement l'identification, l'accès à la procédure d'asile, l'évaluation des vulnérabilités, la rétention, et le partage de responsabilité.

Pour plus d'informations

Rapport : https://drc.ngo/media/5251031/rights-at-risk_drc-policy-brief2019.pdf

Blog Droit Européen / Plaidoiries des parties dans les recours introduits par la Commission européenne à l'égard de la Pologne, la Hongrie, et la République tchèque concernant le mécanisme temporaire de relocalisation des demandeurs d'asile

Cet article du Blog européen étudie les plaidoiries présentées le 15 mai dans le cadre des affaires relatives aux obligations de solidarité des États membres en matière de droit des réfugiés et les exigences de protection de la sécurité intérieure.

Pour plus d'informations

Article : <https://blogdroiteuropeen.com/2019/05/17/laudience-de-la-cjue-dans-les-affaires-initiees-par-la-commission-contre-pologne-hongrie-et-republique-tcheque-portant-sur-les-quotas-de-refugies-entre-solidarite-et-securite-par/>

ARCI / Rapport et vidéo sur les politiques d'externalisation

ARCI vient de publier son troisième rapport sur les politiques d'externalisation, les fonds européens, et l'impact de l'industrie de la sécurité à travers trois pays tel que la Libye, la Niger et l'Égypte. ARCI a également produit une vidéo sur l'externalisation et l'impact de ces politiques sur les droits fondamentaux.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.arci.it/app/uploads/2019/05/report-2019-francia-normal.pdf>

Vidéo en anglais : <https://www.youtube.com/watch?v=kGMNKXiV2s>

Focus nationaux

Suisse / Appel par rapport à la situation des demandeurs d'asile érythréens en Suisse

Le Centre Suisse pour la défense des Droits des Migrants a saisi les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à propos de la pratique des autorités suisses de nier la protection internationale aux ressortissant-e-s érythréen-ne-s. Dans leur Appel Urgent, ils demandent aux Rapporteurs spéciaux, sur la situation des droits humains en Érythrée, sur la torture et sur les droits humains des migrants, d'intervenir en urgence auprès des autorités suisses pour prévenir les violations graves des droits fondamentaux ainsi que la précarisation sociale des demandeur-e-s d'asile érythréen-ne-s. Par le biais de cette démarche, le CSDM soutient les revendications du réseau de Familles-relais/familles de parrainages pour les requérants d'asile qui a récemment interpellé les Rapporteurs spéciaux au sujet de cette problématique.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://asile.ch/2019/05/23/csdm-requerant-e-s-dasile-erythreen-ne-s-la-suisse-viole-le-droit-international/>

France / Appel de la CNCDH pour un nouveau plan national de lutte contre la traite des êtres humains

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), en sa qualité de rapporteur national indépendant sur la lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains, s'inquiète du manque d'engagement politique pour lutter contre ce fléau. Depuis 2017, la France n'a plus de plan de lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains. La CNCDH appelle une fois encore la France à se doter enfin d'un nouveau plan d'action national à la hauteur des violations des droits subies par les victimes.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.cncdh.fr/fr/actualite/lutte-contre-la-traite-le-gouvernement-doit-agir>
